

### Une URGENCE, avant le 4 octobre 2019 :

Notre participation à l'enquête publique sur le PLUi de la Communauté d'Agglomération de Pau Béarn Pyrénées pour que soit inscrite dans ce document **la bande de 300m réservée par le Conseil Départemental pour la réalisation de la voie rapide entre Pau et Oloron.**

Vous avez reçu un message à ce sujet, consultable sur le site de notre association (<https://bap-europe.com/publication/2019-09-17-enquete-publique-plui-capbp-la-bande-des-300m/>) ainsi que l'adresse du site où consulter les documents de l'enquête publique ([www.registre-numerique.fr/enquete-publique-plui-agglo-pau](http://www.registre-numerique.fr/enquete-publique-plui-agglo-pau)) et l'adresse où envoyer les remarques et exprimer les demandes ([enquete-publique-plui-agglo-pau@mail.registre-numerique.fr](mailto:enquete-publique-plui-agglo-pau@mail.registre-numerique.fr))

Il est de notre devoir, adhérent ou adhérente de BAP, de contribuer à l'enquête publique et d'obtenir la prise en compte d'une décision en vigueur du Conseil Départemental d'autant que la voie rapide entre Pau et Oloron :

- désengorge une sortie sud de Pau par la RN134 saturée,
- offre une liaison plus sûre et plus courte de 10km entre le Chef-lieu de Département et le Chef-lieu d'arrondissement, tous deux en Pays de Béarn,
- permet de réduire les embouteillages et un gain total d'au moins 1,5 million d'heures par an, ainsi qu'une réduction des émissions de CO2 de 7500 à 10 000 tonnes par an,
- représente une emprise limitée, de l'ordre de 60 à 70 ha, que l'on peut compenser par des actions écologiques,
- constitue un atout très important pour l'avenir du bassin d'emploi d'Oloron, pour l'accès au et du Haut Béarn, une ligne de vie essentielle pour la structuration du Pays de Béarn.

### Des nouvelles des Commissions :

**FER** : la Commission travaille sur les possibilités de transport de fret si la voie est remise en service entre Bedous et Canfranc. Trois réunions ont été programmées (les 13, 20 et 26 septembre 2019). Par ailleurs elle étudie le livre blanc publié cet été par le CRELOC : Pau-Canfranc-Saragosse, un chemin de fer d'avenir.

**ROUTES** : la lettre pétition lancée par BAP recueille toujours de nouvelles signatures : à ce jour 81 dont les 3 Sénateur(trice)s, 5 Député(e)s sur 6, 2 Conseillers régionaux, 8 Conseillers départementaux, 4 Présidents de Communautés de Communes, 23 Maires, 9 Conseillers municipaux, les Présidents de Chambres consulaires, et d'associations, des chefs d'entreprises et des représentants de Syndicats, etc.

**AIR** : attente d'un RV avec Nicolas Patriarche, nouveau Président du SMAPP

**ECONOMIE NUMERIQUE** : élaboration d'une plateforme d'information et interactive pour suivre de déploiement de la THD dans le Département.

**ENTREPRISES** : BAP salue 8 nouvelles adhésions, depuis le début d'année 2019, d'A2SI (Bidos), AXYAL (Sauvagnon), DESPAGNET (Arros-Nay), Groupe HASTOY (Tardets), HOLIGHT (Ogeu), LABORDE (Oloron Sainte-Marie), L'HOSPITAL (Lee), GCP (Groupement des Concessionnaires Palois (Lescar), et remercie l'ensemble des entreprises adhérentes pour leur soutien moral et financier.

### COMMUNICATION :

**28 juin**, paru dans le journal La République : « **VITESSE, CONTOURNEMENT, SECURITE : LES ANNONCES POUR LA RN 134** »

<https://bap-europe.com/vitesse-contournement-securite-les-annonces-pour-la-rn-134/>

**30 juillet**, paru dans le journal La République : « **ROUTES : 78 RESPONSABLES LOCAUX SIGNENT UNE PETITION POUR DES AMENAGEMENTS EN HAUT-BEARN** »

<https://bap-europe.com/routes-78-responsables-locaux-signent-une-petition-pour-des-amenagements-en-haut-bearn/>

**7 septembre**, paru dans le Journal La République : « **AMENAGEMENT EN VALLEE D'ASPE : ENTRE CONSENSUS CONSTRUCTIF ET PSEUDO SOLUTIONS** » (article ci-dessous dans sa version originale)

<https://bap-europe.com/amenagement-en-vallee-daspe-entre-consensus-constructif-et-pseudo-solutions/>

**10 septembre**, paru dans le Journal Sud-Ouest : « **UN CONSENSUS CONSTRUCTIF DES ELUS EN VALLEE D'ASPE** »

<https://bap-europe.com/un-consensus-constructif-des-elus-en-vallee-daspe/>

**17 septembre**, Invitation auprès des adhérents de BAP, à participer à **L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAU BEARN PYRENEES (CAPBP)**. Contribution de BAP : inscription de la bande de 300m, réservée par le Conseil départemental, pour la future voie rapide entre Pau et Oloron dans le PLUi de la CAPBP.

Lien de la contribution sur le site de BAP : <https://bap-europe.com/publication/2019-09-17-enquete-publique-plui-capbp-la-bande-des-300m/>

### **Consensus constructif des Elus et pseudo solutions d'un Collectif « citoyen » en vallée d'Aspe.**

A l'occasion du 1<sup>er</sup> anniversaire de l'accident tragique à hauteur du Fort du Portalet, 2 manifestations ont eu lieu la semaine dernière. La Presse locale en a rendu compte. La première a rassemblé une trentaine d'élus des communes de la vallée d'Aspe. Le Maire de Borce a fait, après concertation, une très importante déclaration, dégageant un consensus des élus sur 2 points : réaliser enfin les contournements des communes traversées par la RN 134/E7, c'est à dire Gurmençon, Asasp-Arros, Cette-Eygun et Urdos en sus de la Gabarn-Gurmençon à l'est d'Oloron et sécuriser la route en ses points les plus dangereux, tel le Fort du Portalet, acheminer par la voie ferrée les produits dangereux. Ces positions de bon sens sont à l'évidence dans l'intérêt des riverains, de leur sécurité, de leur santé, de leur activité et de leur bien-être et améliorent la sécurité de tous les usagers de cette route nationale et internationale, l'axe européen E7 passant à Pau et Saragosse pour aboutir à Valence. La seconde, qualifiée de « manifestation citoyenne », a réuni une trentaine ou une cinquantaine (selon les sources) de personnes d'un collectif « Stop aux camions », opposées à tout aménagement de la RN 134. Notre démocratie se fonde sur la représentation par des élus qui représentent tous les citoyens de leur circonscription avec la légitimité que cela leur confère par rapport à des groupes très minoritaires. Et que valent les pseudo solutions de ce « collectif citoyen » ?

▪ **De nouvelles déviations contribueraient à encourager et donc à accroître le trafic de poids lourds.**

**FAUX** : aucune nouvelle déviation depuis 2008 et pourtant le trafic de PL augmente. Pourquoi ? Parce que, en Aragon, sont en cours d'achèvement trois axes gratuits à 2x2 voies qui convergent à Jaca, dont l'axe E7 ou Autovia A23 (Jaca-Valence) en Espagne. Les chiffres de passage des PL au tunnel du Somport, 420 actuellement en moyenne journalière sur l'année, montrent une croissance tendancielle de 7 à 8% par an. A ce rythme c'est à un doublement du trafic de PL en 10 ans qu'il faut se préparer. Ignorer ce contexte, c'est condamner 2000 personnes à subir une insécurité, du bruit et des pollutions accrues, c'est laisser augmenter l'insécurité pour les usagers de la route.

▪ **Interdire le passage des PL.**

**IMPOSSIBLE** : la France et l'Espagne sont liées par des traités de libre circulation des personnes et des marchandises. A moins qu'il ne s'agisse simplement que d'une volonté de voir ce trafic détourné ailleurs. C'est une façon de régler SON problème, mais certainement pas une solution au problème.

▪ **Faire passer tout le trafic de marchandises par le rail en réouvrant la ligne ferroviaire entre Bedous et Canfranc.**

**IMPOSSIBLE** : il passe environ 3 millions de tonnes par an sous le tunnel routier du Somport. Nous attendons les résultats des études en cours mais on peut affirmer que l'on sera loin du compte et pour un coût qui peut s'avérer prohibitif. Sur la base de données existantes, nous estimons le tonnage annuel maximum possible par le rail de l'ordre de 500 000 tonnes. Faut-il rappeler que le tonnage maximum de fret passant par cette ligne lorsque qu'elle était ouverte a été, entre les 2 guerres, de 167 000 tonnes, soit environ 5% de ce qui passe actuellement par la route ? Nous pensons indispensable et responsable de ne pas entretenir des illusions qui ne pourraient déboucher que sur des déceptions de concitoyens abusés par ces sirènes et, plus grave encore, laisser dans la souffrance et l'insécurité nombre de nos concitoyens abandonnés à leur triste sort. Nous agissons pour que le futur contrat de Plan Etat-Région prenne en compte le sort de ces derniers, en coordination avec les élus de la vallée d'Aspe unis autour d'un consensus de bon sens et d'humanité.